

mais les sondés resteraient majoritairement favorables à la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

camp des solides partisans, on trouve les adeptes du PS, des Verts et des Vert'libéraux.

Selon Tamedia, on observe toujours un contraste entre les régions linguistiques. En Suisse latine, le soutien au projet est toujours beaucoup plus important qu'en Suisse alémanique, «où seuls 2 points séparent les deux camps: 50 en faveur du oui, 48 en faveur du non».

En recul de cinq points

Côté SSR, les chiffres sont quelque peu différents, mais la tendance demeure identique. Lors de son premier sondage, 61% se disaient pour le projet. Ils ne sont plus que 56%. Le oui recule ainsi de 5 points, précise la RTS.

En votation populaire le 21 mai, la Stratégie énergétique 2050, pour rappel, a rallié la majorité du parlement et une bonne partie de l'économie. Le mammoth législatif concocté dans les cuisines de Doris Leuthard s'articule autour de trois grands axes: sortie progressive du nucléaire, développement des énergies renouvelables, et accroissement de l'efficacité énergétique, ceci afin de réduire la consommation.

L'UDC mène la danse chez les opposants. Entretien avec sa figure de proue, Christoph Blocher. Et avec le chef de l'Office fédéral de l'énergie, Benoît Revaz, pour qui la campagne est l'occasion de rectifier certaines contrevérités. >>



«L'UDC reste le parti de l'économie», souligne Christoph Blocher, dont la position sur l'énergie va à l'encontre de celle des milieux économiques. Keystone

«IL NE FAUT PAS IMITER LES BÊTISES DES AUTRES»

L'UDC mène la danse chez les opposants. Entretien avec son mentor, l'ex-conseiller fédéral et ancien conseiller national, le Zurichois Christoph Blocher.

Pourquoi l'UDC s'aventure-t-elle sur un terrain – l'énergie – qui n'est pas sa spécialité?

Christoph Blocher: Au contraire: l'énergie constitue un des thèmes de prédilection de l'UDC. Elle figure dans nos programmes depuis des décennies: nous prônons un approvisionnement de qualité, suffisant en quantité, et à bon prix. La Stratégie énergétique 2050 pose un gros problème: elle permettrait à l'Etat de planifier l'économie et de la diriger, en imposant notamment une baisse de la consommation d'énergie de 43% en 2035. Un but complètement illusoire.

Concernant la baisse de la consommation, on parle de «valeurs indicatives», pas d'objectifs contraignants...

Bah bah bah...! Il aurait alors fallu écrire «environ» devant les buts chiffrés. Ce n'est pas le cas! Et la loi exige que le Conseil fédéral propose des mesures supplémentaires si les buts ne sont pas atteints.

Vous fustigez les subventions, mais le système de soutien de la RPC (rétribution à prix coûtant)

est limité dans le temps, jusqu'en 2022...

C'est une astuce. Avez-vous déjà vu l'Etat renoncer à une taxe ou à une subvention? Par expérience, je peux vous dire que je n'y crois pas du tout. Vous pouvez le constater par exemple avec la TVA. La hausse temporaire en faveur de l'assurance-invalidité est maintenue pour les transports publics et l'AVS... (Il hausse la voix) La RPC ne s'arrêtera jamais!

L'Allemagne subventionne massivement son énergie. Vu que le marché ne fonctionne pas en vase clos, la Suisse n'est-elle pas obligée de suivre?

(Il sourit) Pourquoi? Pourquoi imiter les bêtises des autres? Il faut au contraire chercher à faire mieux. En plus, en Allemagne, les consommateurs – les citoyennes et citoyens ainsi que les petites et moyennes entreprises – paient les prix les plus élevés d'Europe. Ce n'est vraiment pas un modèle à suivre.

Vous rejetez les aides d'Etat, mais vous avez quand même appelé plusieurs fois à soutenir les centrales nucléaires...

Là, vous vous contentez d'extraire quelques mots de certaines interviews que j'ai données. Non, j'ai toujours dit: en principe, il faut renoncer à toutes les subventions, c'est à la concurrence de

jouer. Par contre, si vous versez de l'argent à certaines technologies, comme aujourd'hui aux sources renouvelables, il faut être équitable et aider tout le monde, sinon c'est une distorsion de la concurrence!

«L'Allemagne n'est vraiment pas un modèle à suivre»

Christoph Blocher

Vous dénoncez l'interdiction de la technologie nucléaire induite par la Stratégie énergétique 2050. Pourtant, cette technologie n'est pas proscrite en soi...

Personne ne va construire une centrale avec la technologie actuelle. Mais, si toute construction de nouvelle centrale est interdite, (comme l'exige la Stratégie énergétique 2050, ndlr), plus personne ne sera intéressé à faire de la recherche scientifique en vue de trouver des formes propres d'énergie atomique. Pourtant, le Danemark en fait, pour ne citer qu'un pays. En outre, les alternatives au nucléaire ne tiennent pas la route. Les énergies issues du vent et du soleil ne procurent aucune sécurité, car elles dépendent de la météo et on ne sait pas comment

les stocker. Faudra-t-il en venir au gaz? Cela émettrait encore plus de CO₂. Non, cette stratégie est inappropriée.

Vous affirmez que le deuxième volet de la Stratégie énergétique introduira de nouvelles taxes, susceptibles de gonfler la facture des ménages. Or, le parlement est bien parti pour enterrer cette partie du projet...

Ce n'est qu'une manœuvre politique, rien d'autre! Nos adversaires attendent juste que la votation soit passée. La Stratégie énergétique prescrit des investissements énormes et une réduction de la consommation d'énergie. On ne peut y arriver qu'en taxant l'essence ou le mazout. Qui paiera la note? Les petits consommateurs et les petites entreprises. Un ménage de quatre personnes devra déboursier 3200 francs supplémentaires par année.

La consommation d'énergie par personne a déjà baissé de 15% depuis 2000. Cela ne démontre-t-il pas que les valeurs indicatives arrêtées par le parlement sont réalistes?

Justement: la consommation a reculé, et elle l'a fait sans loi, ni dirigisme de l'Etat. Si nous avons atteint ce résultat sans légiférer, pourquoi ne pas poursuivre de la sorte? Prenez l'exemple de notre entreprise familiale EMS Che-

mie: nous avons diminué les émissions de CO₂ de 90% en changeant la source d'énergie, en utilisant la chaleur des déchets... (Il hausse la voix) Mais nous l'avons fait sans injonction de l'Etat!

Une partie de votre base, les paysans, sont clairement pour la Stratégie énergétique 2050. Se trompent-ils?

L'Union suisse des paysans ne peut pas vraiment s'opposer au Conseil fédéral et à la majorité du parlement. Ils ont besoin des aides fédérales (Il frotte son pouce contre son index)... Mais chez nous, il y a plusieurs paysans qui luttent en première ligne contre la Stratégie énergétique.

L'Union suisse des arts et métiers (Usam, faitière des PME) aussi est pour. Là encore, il s'agit d'une organisation importante de votre base...

C'est à nouveau le même cas de figure. Certains milieux, de la construction par exemple, ont beaucoup à gagner dans cette Stratégie énergétique, avec les déductions fiscales prévues pour l'assainissement des bâtiments. Il n'empêche que de nombreuses sections cantonales de l'Usam sont contre la Stratégie énergétique!

Economiesuisse et l'Union patronale suisse ne vous soutiennent

pas durant cette campagne, laissant la liberté de vote. L'UDC ne serait-elle plus en phase avec les milieux économiques?

L'UDC reste le parti de l'économie et je suis moi-même un entrepreneur par excellence. Et il y a des associations importantes qui sont dans notre camp comme Swissmem (industrie des machines), Scienceindustries (chimie et pharma), etc.

N'y aurait-il pas une autre raison? La votation du 9 février 2014 n'aurait-elle pas provoqué une rupture entre votre parti, l'UDC, et l'économie?

Oh, j'ai eu plusieurs ruptures avec economiesuisse durant ma vie. Rappelez-vous le vote sur l'Espace économique européen (EEE) en 1992: j'avais toute l'économie contre moi! Aujourd'hui beaucoup de dirigeants d'entreprise ne voient pas plus loin que le court terme.

La libre circulation des personnes avec l'Union européenne l'illustre bien: les employeurs en tirent profit pour recruter de la main-d'œuvre à bon marché. Dès que les salariés prennent de l'âge, ils deviennent plus chers: les risques de maladie augmentent, les revenus aussi. Les employeurs profitent donc de la libre circulation de personnes pour engager des jeunes étrangers. >>

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BOEGLIN